

Dans la matinée d'hier, où était annoncé l'arrivage d'un quota, les patientes étaient présentes par dizaines, avant l'ouverture de l'une des Epsp de ladite commune et l'annonce d'un nombre réduit de doses (50) leur était rapidement faite par un paramédical entraînant, du coup, une véritable anarchie parmi celles-ci. Moins d'une vingtaine de doses administrées plus tard, une information contraire était fournie par un autre agent, lequel dans la foulée, invitera les futures parturientes à revenir la semaine prochaine, leur soulignant même qu'elles «n'avaient aucune inquiétude à se faire», autrement dit que «l'administration du vaccin était possible jusqu'à quelques jours précédant l'accouchement.» (Sic). Et c'est à cet instant qu'une mère, qui accompagnait sa fille, décide de se révolter, d'inciter des dizaines de femmes à protester, et surtout à ne pas quitter les lieux jusqu'à ce qu'elles puissent bénéficier du vaccin, d'autant plus qu'un grand nombre d'entre-elles était à la quatrième semaine d'aller-retour.

La grogne s'installant et surtout gagnant l'ensemble des patientes, celles qui étaient présentes et certaines pour des raisons qui n'avaient aucune relation avec celles des femmes enceintes, un responsable, visiblement attiré par les clameurs venant d'une salle d'attente surchauffée, vint en médiateur pour annoncer «la récupération d'un certain nombre de doses auprès d'une polyclinique voisine». Miraculeusement, un quart d'heure plus tard, le vaccin était là. En réalité, il a toujours été là mais le personnel en a décidé autrement. Serait-ce pour privilégier des proches, des amis ou juste par fainéantise, négligence, voire d'une intention délibérée d'inhumanité à l'endroit de personnes en situation de vulnérabilité ?

Bien entendu, nous avons tenté de joindre le directeur de wilaya de la santé, pour avoir des explications sur une situation qui perdure, contrairement aux affirmations faites par le secteur de la santé et plus particulièrement son premier responsable, en l'occurrence le ministre en personne. Le Dwsa ne daignera, à aucun moment, décrocher son téléphone pour nous répondre. Soulignons enfin, que nous avons tenté d'en savoir plus auprès des cadres d'un syndicat autonome, quelque peu plus enclin à des prestations humanisées à l'endroit des patients. L'un d'entre eux nous répondra laconiquement qu'«effectivement, la pénurie est nationale, mais il existe toujours une réserve d'urgence, qui est malheureusement loin de servir aux patientes qui en ont besoin ponctuellement. Cette réserve est souvent gardée par devers des responsables de service, au cas où...».

Notre interlocuteur conclut sur une information sidérante : «Mais, au-delà de ces comportements, que rejette la moindre des morales, il arrive parfois que certains produits tombent en péremption, sans qu'ils n'aient malheureusement servi à quelque chose et surtout à répondre à une situation bien déterminée, à un temps «T», parfois crucial.»

Par A. Lemili